

C-27

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-27

An Act to amend the Coastal Fisheries Protection Act and the Canada Shipping Act to enable Canada to implement the Agreement for the Implementation of the Provisions of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 Relating to the Conservation and Management of Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks and other international fisheries treaties or arrangements

REPRINTED AS AMENDED BY THE STANDING COMMITTEE ON FISHERIES AND OCEANS AS A WORKING COPY FOR THE USE OF THE HOUSE OF COMMONS AT REPORT STAGE AND AS REPORTED TO THE HOUSE ON FEBRUARY 16, 1999

THE MINISTER OF FISHERIES AND OCEANS

C-27

Première session, trente-sixième législature,
46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-27

Loi modifiant la Loi sur la protection des pêches côtières et la Loi sur la marine marchande du Canada afin de mettre en oeuvre, d'une part, l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et, d'autre part, d'autres ententes ou traités internationaux en matière de pêche

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ PAR LE COMITÉ PERMANENT DES PÊCHES ET OCÉANS COMME DOCUMENT DE TRAVAIL À L'USAGE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES À L'ÉTAPE DU RAPPORT ET PRÉSENTÉ À LA CHAMBRE LE 16 FÉVRIER 1999

LE MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

SUMMARY

This enactment amends the *Coastal Fisheries Protection Act* and the *Canada Shipping Act* to enable Canada to implement the Agreement for the Implementation of the Provisions of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 Relating to the Conservation and Management of Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks adopted by the United Nations Conference on Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks in New York on August 4, 1995.

The enactment also enables the implementation of other international fisheries treaties and arrangements.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la protection des pêches côtières* et la *Loi sur la marine marchande du Canada*. Les modifications visent à mettre en oeuvre, d'une part, l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs, adopté à New York le 4 août 1995, et, d'autre part, d'autres ententes ou traités internationaux en matière de pêche.

BILL C-27

An Act to amend the Coastal Fisheries Protection Act and the Canada Shipping Act to enable Canada to implement the Agreement for the Implementation of the Provisions of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 Relating to the Conservation and Management of Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks and other international fisheries treaties or arrangements

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

COASTAL FISHERIES PROTECTION ACT

R.S., c. C-33;
R.S., c. 31 (1st
Suppl.), c. 39
(2nd Suppl.);
1990, c. 44;
1992, c. 1;
1994, cc. 12,
14; 1996, c.
31

1. (1) Section 2 of the *Coastal Fisheries Protection Act* is renumbered as subsection 2(1).

(2) The definition “straddling stock” in subsection 2(1) of the Act is repealed.

(3) The definitions “government vessel” and “protection officer” in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

“government vessel” means, subject to subsection 17(2), any vessel that belongs to or is in the service of Her Majesty in right of Canada;

“government vessel”
« bateau de l'État »

PROJET DE LOI C-27

Loi modifiant la Loi sur la protection des pêches côtières et la Loi sur la marine marchande du Canada afin de mettre en oeuvre, d'une part, l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et, d'autre part, d'autres ententes ou traités internationaux en matière de pêche

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LOI SUR LA PROTECTION DES PÊCHES CÔTIÈRES

L.R., ch.
C-33; L.R.,
ch. 31 (1^{er}
suppl.), ch.
39 (2^e
suppl.); 1990,
ch. 44; 1992,
ch. 1; 1994,
ch. 12, 14;
1996, ch. 31

1. (1) L'article 2 de la *Loi sur la protection des pêches côtières* devient le paragraphe 2(1).

(2) La définition de « stock chevauchant », au paragraphe 2(1) de la même loi, est abrogée.

(3) Les définitions de « bateau de l'État » et « garde-pêche », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

« bateau de l'État » Sous réserve du paragraphe 17(2), tout bateau qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou est à son service.

1994, ch. 14,
art. 1

« bateau de l'État »
“government vessel”

“protection officer”
« garde-pêche »

“protection officer” means, subject to subsection 17(2),

- (a) a fishery officer within the meaning of the *Fisheries Act*,
- (b) a member of the Royal Canadian Mounted Police, or
- (c) any person authorized by the Governor in Council to enforce this Act;

(4) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“Agreement”
« accord »

“Agreement” means the Agreement for the Implementation of the Provisions of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 Relating to the Conservation and Management of Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks adopted by the United Nations Conference on Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks in New York on August 4, 1995;

“fishing vessel of a participating state”
« bateau de pêche d’un État assujéti à l’accord »

“fishing vessel of a participating state” means a foreign fishing vessel that has been issued, under the laws of a participating state, a registration number, licence or other document granting it the right to fly the flag of that state or that is otherwise entitled to fly the flag of that state;

“fishing vessel without nationality”
« bateau de pêche sans nationalité »

“fishing vessel without nationality” means a fishing vessel that

- (a) has not been issued, under the laws of any state, a registration number, licence or other document granting it the right to fly the flag of that state,
- (b) sails under a flag that it is not entitled to fly,
- (c) does not sail under the flag of any state,
- (d) sails under the flag of two or more states, using them according to convention, or
- (e) sails under the flag of a state that is not recognized by the international community;

« garde-pêche » Sous réserve du paragraphe 17(2), font office de garde-pêche :

- a) les agents des pêches au sens de la *Loi sur les pêches*;
- b) les membres de la Gendarmerie royale du Canada;
- c) les personnes autorisées par le gouverneur en conseil à exercer des pouvoirs de police dans le cadre de la présente loi.

(4) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« accord » L’Accord aux fins de l’application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s’effectuent tant à l’intérieur qu’au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants, adopté à New York le 4 août 1995 par la Conférence des Nations Unies concernant les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrants.

« bateau de pêche d’un État assujéti à l’accord » Bateau de pêche étranger auquel a été attribué, sous le régime des lois d’un État assujéti à l’accord, un numéro d’immatriculation ou un permis ou autre document lui permettant de battre le pavillon de cet État ou qui navigue sous un tel pavillon en y étant autorisé.

« bateau de pêche sans nationalité » Bateau de pêche :

- a) soit auquel n’a été attribué, sous le régime des lois d’un État, aucun numéro d’immatriculation ou permis ou autre document lui permettant de battre le pavillon de cet État;
- b) soit qui navigue sous le pavillon d’un État sans y être autorisé;
- c) soit qui ne navigue sous le pavillon d’aucun État;

« garde-pêche »
“protection officer”

« accord »
“Agreement”

« bateau de pêche d’un État assujéti à l’accord »
“fishing vessel of a participating state”

« bateau de pêche sans nationalité »
“fishing vessel without nationality”

“participating state”
« État assujéti à l'accord »

“participating state” means a foreign state or an organization of foreign states prescribed by regulation;

d) soit qui navigue sous les pavillons de plusieurs États, dont il fait usage à sa convenance;

e) soit qui navigue sous le pavillon d'un État dont la collectivité internationale ne reconnaît pas l'existence officielle.

« État assujéti à l'accord » État ou organisation d'États étrangers désignés par règlement.

« État assujéti à l'accord »
“participating state”

(5) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(5) L'article 2 de la même loi est modifié 10 5 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Meaning of “state”

(2) In section 5.4, subparagraphs 6(f)(iv) and (vi), paragraphs 16.1(b) and 17(2)(b), sections 18.01 and 18.02 and paragraph 18.1(a.2), “state” includes an organization of foreign states.

(2) L'État visé à l'article 5.4, aux sous-alinéas 6f)(iv) et (vi), aux alinéas 16.1b) et 17(2)b), aux articles 18.01 et 18.02 et à 15 l'alinéa 18.1a.2) s'entend également d'une organisation d'États étrangers.

Sens de « État »

2. The Act is amended by adding the following after section 5.2:

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5.2, de ce qui suit :

Prohibition on fishing vessel of a participating state

5.3 No fishing vessel of a participating state shall, in an area of the sea designated under subparagraph 6(e)(ii),

5.3 Il est interdit au bateau de pêche d'un 20 État assujéti à l'accord se trouvant dans un espace maritime délimité au titre du sous-alinéa 6e)(ii) :

Infractions sanctionnant l'accord

(a) contravene a measure or regulation designated under subparagraph 6(e)(i);

a) de contrevenir aux mesures ou aux règlements désignés au titre du sous-alinéa 25 6e)(i);

(b) conceal, tamper with or dispose of anything that may afford evidence of a contravention of a measure or regulation 20 designated under subparagraph 6(e)(i); or

b) de dissimuler, d'altérer ou de faire disparaître des éléments de preuve afférents à la contravention de ces mesures ou de ces règlements;

(c) conceal its identity or registration, including displaying a false marking, identity or registration.

c) de porter une marque, un nom ou une immatriculation falsifiés ou dissimulés. 30

Prohibition on fishing vessels of states party to treaties or arrangements

5.4 No fishing vessel of a state that is party 25 to a treaty or arrangement described in paragraph 6(f) shall, in an area of the sea designated under subparagraph 6(f)(ii), contravene a measure or regulation designated under subparagraph 6(f)(i).

5.4 Il est interdit au bateau de pêche d'un 35 État assujéti à un traité ou une entente visés à l'alinéa 6f) se trouvant dans un espace maritime délimité au titre du sous-alinéa 6f)(ii) de contrevenir aux mesures ou aux règlements désignés au sous-alinéa 6f)(i).

Infractions sanctionnant d'autres traités ou ententes

Prohibition on fishing vessels without nationality

5.5 No fishing vessel without nationality shall

5.5 Il est interdit au bateau de pêche sans 40 nationalité se trouvant dans un espace maritime délimité au titre des sous-alinéas 6e)(ii) ou f)(ii) de pêcher ou de se préparer à pêcher ou de contrevenir aux mesures ou règlements désignés au titre des sous-alinéas 6e)(i) ou f)(i).

Infractions : bateaux sans nationalité

(a) in an area of the sea designated under subparagraph 6(e)(ii), fish or prepare to fish or contravene a measure or regulation 35 designated under subparagraph 6(e)(i); or

45

(b) in an area of the sea designated under subparagraph 6(f)(ii), fish or prepare to fish or contravene a measure or regulation designated under subparagraph 6(f)(i).

3. (1) The portion of section 6 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

6. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act including, but not limited to, regulations

(2) Section 6 of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (d) and by replacing paragraph (e) with the following:

(e) for the implementation of the Agreement, including regulations

(i) incorporating by reference, or carrying out and giving effect to, any conservation or management measures of a regional fisheries management organization or arrangement established by two or more states, or by one or more states and an organization of states, for the purpose of the conservation or management of a straddling fish stock or highly migratory fish stock, and designating from amongst the measures incorporated by reference or regulations made under this subparagraph those the contravention of which is prohibited by paragraph 5.3(a),

(ii) designating any area of the sea regulated by the regional fisheries management organization or arrangement,

(iii) setting out the circumstances in which a person engaged or employed in the administration or enforcement of this Act may exercise, in a manner consistent with the Agreement and the measures incorporated by reference and the regulations made under subparagraph (i), the powers conferred by or under this Act and setting out any procedures to be followed in doing so,

(iv) empowering the Minister to authorize a participating state to take enforcement action in respect of a Canadian fishing vessel,

3. (1) Le passage de l'article 6 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

6. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi, et notamment :

(2) L'alinéa 6e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) mettre en oeuvre l'accord, et plus particulièrement :

(i) incorporer par renvoi ou mettre en oeuvre les mesures de conservation ou de gestion établies par une organisation régionale ou aux termes d'un arrangement régional constituée ou établi, selon le cas, par au moins deux États ou une organisation d'États pour conserver ou gérer des stocks de poissons chevauchants ou des stocks de poissons grands migrants, et désigner parmi les mesures incorporées par renvoi ou les règlements pris au titre du présent sous-alinéa ceux visés par l'interdiction de l'alinéa 5.3a),

(ii) délimiter les espaces maritimes tombant sous la compétence de ces organisations ou régis par ces arrangements,

(iii) préciser les circonstances dans lesquelles les personnes chargées du contrôle ou de l'application de la présente loi peuvent exercer, en conformité avec l'accord, les mesures incorporées par renvoi et les règlements pris au titre du sous-alinéa (i), les pouvoirs que celle-ci leur confère et préciser la procédure à suivre,

(iv) habiliter le ministre à autoriser les mesures d'exécution que peut prendre l'État assujéti à l'accord à l'égard d'un bateau de pêche canadien,

(v) régir la remise, l'envoi et la signification des citations, avis, déclarations et autres documents,

Regulations

Règlements

- (v) respecting the manner of service and the giving and sending of summonses, notices, statements and other documents,
- (vi) permitting Her Majesty in right of Canada to recover any reasonable costs incurred as a result of the detention in port of a fishing vessel of a participating state, and
- (vii) prescribing a participating state for the purposes of this Act; and
- (f) for the implementation of the provisions of any other international fisheries treaty or arrangement to which Canada is party, including any conservation, management or enforcement measures taken under the treaty or arrangement, including regulations
- (i) incorporating by reference, or carrying out and giving effect to, any of those measures and designating from amongst the measures incorporated by reference or regulations made under this subparagraph those the contravention of which is prohibited by section 5.4,
- (ii) designating any area of the sea regulated by the treaty or arrangement,
- (iii) setting out the circumstances in which a person engaged or employed in the administration or enforcement of this Act may exercise, in a manner consistent with the treaty or arrangement and the measures incorporated by reference or regulations made under subparagraph (i), the powers conferred by or under this Act and setting out any procedures to be followed in doing so,
- (iv) empowering the Minister to authorize a state that is party to the treaty or arrangement to take enforcement action in respect of a Canadian fishing vessel,
- (v) respecting the manner of service and the giving and sending of summonses, notices, statements and other documents, and
- (vi) permitting Her Majesty in right of Canada to recover any reasonable costs incurred as a result of the detention in
- (vi) permettre à Sa Majesté du chef du Canada de recouvrer les frais raisonnablement exposés pour la rétention portuaire d'un bateau de pêche d'un État assujetti à l'accord;
- (vii) désigner un État assujetti à l'accord pour l'application de la présente loi;
- f) mettre en oeuvre d'autres ententes ou traités internationaux en matière de pêche auxquels le Canada est partie, dont les mesures de préservation, de gestion ou de contrôle d'application prises sous le régime de tels traités ou ententes, et plus particulièrement :
- (i) incorporer par renvoi ou mettre en oeuvre ces mesures et désigner parmi ces mesures et les règlements pris au titre du présent sous-alinéa ceux dont la contravention constitue une infraction à l'article 5.4,
- (ii) délimiter les espaces maritimes visés par ces traités ou ententes,
- (iii) préciser les circonstances dans lesquelles les personnes chargées du contrôle ou de l'application de la présente loi peuvent exercer, en conformité avec les traités ou ententes et les mesures incorporées par renvoi ou les règlements pris au titre du sous-alinéa (i), les pouvoirs que celle-ci leur confère et préciser la procédure à suivre,
- (iv) habiliter le ministre à autoriser les mesures d'exécution que peut prendre l'État assujetti à tel traité ou entente à l'égard d'un bateau de pêche canadien,
- (v) régir la remise, l'envoi et la signification des citations, avis, déclarations et autres documents,
- (vi) permettre à Sa Majesté du chef du Canada de recouvrer les frais raisonnablement exposés pour la rétention portuaire d'un bateau de pêche d'un État assujetti à tel traité ou entente.

port of a fishing vessel of a state that is party to the treaty or arrangement.

4. The Act is amended by adding the following after section 7:

7.01 (1) If a protection officer believes on reasonable grounds that a fishing vessel of a participating state or of a state party to a treaty or an arrangement described in paragraph 6(f) has engaged in unauthorized fishing in Canadian fisheries waters and the officer finds the vessel in an area of the sea designated under subparagraph 6(e)(ii) or (f)(ii), the officer may, with the consent of that state, take any enforcement action that is consistent with this Act.

(2) Subsection (1) does not affect any powers the protection officer may have in the case of

5. Section 8 of the Act is replaced by the following:

8. A protection officer may arrest without warrant any person who the officer believes on reasonable grounds has committed an offence under this Act.

6. The portion of section 9 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

9. A protection officer who believes on reasonable grounds that an offence under this Act has been committed may seize

7. The portion of section 14 of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

14. When a person or a fishing vessel is convicted of an offence under this Act, the convicting court or judge may, in addition to any other punishment imposed, order that

8. The Act is amended by adding the following after section 16:

16.1 Despite the geographic limitations referred to in section 7, any power conferred on a protection officer by or under this Act may be exercised by the officer

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 7, de ce qui suit :

7.01 (1) Le garde-pêche qui a des motifs raisonnables de croire qu'un bateau de pêche d'un État assujéti à l'accord ou d'un État assujéti à un traité ou entente visés à l'alinéa 6f) s'est livré, en eaux de pêche canadiennes, à une pêche non autorisée, peut, si ce bateau se trouve dans un espace maritime délimité au titre des sous-alinéas 6e)(ii) ou f)(ii), prendre, avec l'agrément de cet État, toute mesure d'exécution de la présente loi.

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de porter atteinte aux pouvoirs du garde-pêche en cas de poursuite d'un bateau entamée dans les eaux de pêche canadiennes.

5. L'article 8 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

8. Le garde-pêche peut arrêter sans mandat toute personne dont il croit, pour des motifs raisonnables, qu'elle a commis une infraction à la présente loi.

6. Le passage de l'article 9 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

9. S'il croit, pour des motifs raisonnables, qu'il y a eu infraction à la présente loi, le garde-pêche peut saisir :

7. Le passage de l'article 14 de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa 30 a) est remplacé par ce qui suit :

14. When a person or a fishing vessel is convicted of an offence under this Act, the convicting court or judge may, in addition to any other punishment imposed, order that

8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :

16.1 Malgré les limites géographiques prévues à l'article 7, le garde-pêche peut exercer tous les pouvoirs que lui confère la présente loi :

Enforcement on high seas for unauthorized fishing in Canadian fisheries waters

Powers in case of pursuit not affected

Arrest

Seizure

Forfeiture

Powers of protection officer re: fishing vessel of a state that is party to the Agreement, a treaty or an arrangement

Application de la loi en haute mer : pêche illégale en eaux de pêches canadiennes

Cas de poursuite

Arrestation

Saisies

Forfeiture

Pouvoirs du garde-pêche — bateau de pêche d'un État assujéti à l'accord ou un traité ou entente

(a) subject to section 16.2 and to any regulation made under subparagraph 6(e)(iii), in respect of a fishing vessel of a participating state found in an area of the sea designated under subparagraph 6(e)(ii); 5

(b) subject to any regulation made under subparagraph 6(f)(iii), in respect of a fishing vessel of a state party to a treaty or an arrangement described in paragraph 6(f) when the vessel is found in an area of the sea 10 designated under subparagraph 6(f)(ii); or

(c) in respect of a fishing vessel without nationality found in an area of the sea designated under subparagraph 6(e)(ii) or 15 (f)(ii).

16.2 (1) A protection officer may, in an area of the sea designated under subparagraph 6(e)(ii), board and inspect a fishing vessel of a participating state to ensure compliance with section 5.3 and any regulations made under 20 subparagraph 6(e)(i). An officer who believes on reasonable grounds that the vessel has contravened section 5.3 may, with a warrant issued under section 7.1 or without a warrant in exigent circumstances, search the vessel 25 and exercise the power under section 9 to seize evidence.

(2) If the protection officer believes on reasonable grounds that the vessel has contravened section 5.3, the officer shall without 30 delay inform the participating state.

(3) In addition to the powers referred to in subsection (1), a protection officer may, with the consent of the participating state, exercise any powers referred to in section 16.1. The 35 officer is deemed to have received the consent of the state if the state

(a) has not responded within the period prescribed by regulation; or

(b) has responded but is not fully investi- 40 gating the alleged contravention.

a) sous réserve de l'article 16.2 et des règlements pris au titre du sous-alinéa 6e)(iii), à l'égard de tout bateau de pêche d'un État assujetti à l'accord se trouvant dans un espace maritime délimité au titre du 5 sous-alinéa 6e)(ii);

b) sous réserve des règlements pris au titre du sous-alinéa 6f)(iii), à l'égard de tout bateau de pêche d'un État assujetti à un traité ou entente visés à l'alinéa 6f) se 10 trouvant dans un espace maritime visé par un tel traité ou entente et délimité au titre du sous-alinéa 6f)(ii);

c) à l'égard de tout bateau de pêche sans nationalité se trouvant dans un espace 15 maritime délimité au titre du sous-alinéa 6e)(ii) ou f)(ii).

16.2 (1) Le garde-pêche peut, dans un espace maritime délimité au titre du sous-alinéa 6e)(ii), arraisonner et inspecter un bateau 20 de pêche d'un État assujetti à l'accord en vue de s'assurer du respect de l'article 5.3 et des règlements pris au titre du sous-alinéa 6e)(i); s'il a des motifs raisonnables de croire que le bateau a contrevenu à l'article 5.3, le garde- 25 pêche peut, après avoir satisfait aux exigences relatives au mandat prévues aux articles 7 et 7.1, fouiller le bateau et sa cargaison et exercer les pouvoirs de saisie prévus à l'article 9.

(2) S'il a des motifs raisonnables de croire 30 que le bateau a contrevenu à l'article 5.3, le garde-pêche en informe sans délai l'État du pavillon.

(3) Outre les pouvoirs qui lui sont conférés par le paragraphe (1), le garde-pêche peut, 35 avec l'autorisation de l'État du pavillon, exercer tout autre pouvoir prévu à l'article 16.1. Il est réputé avoir obtenu l'autorisation si l'État du pavillon ne répond pas dans le délai réglementaire ou y répond mais n'enquête pas 40 à fond sur l'infraction reprochée.

Powers of protection officer

Notice to participating state

Deemed consent

Pouvoirs du garde-pêche

Avis à l'État du pavillon

Autorisation

9. Section 17 of the Act is renumbered as subsection 17(1) and is amended by adding the following:

Meaning of government vessel and protection officer

(2) In subsection (1), “government vessel” also includes a vessel that belongs to or is in the service of, and “protection officer” also includes an enforcement official of,

(a) a participating state if the vessel or official, as the case may be, is acting in the performance of their duties in relation to the Agreement; or

(b) a state that is party to a treaty or arrangement described in paragraph 6(f) if the vessel or official, as the case may be, is acting in the performance of their duties in relation to the treaty or arrangement.

1994, c. 14, s. 6(2)

10. The portion of subsection 18(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Offence and punishment

(2) Every person who contravenes any of paragraphs 4(1)(b) to (e), section 5 or the regulations and every fishing vessel that contravenes any of sections 5.3 to 5.5 or the regulations is guilty of an offence and liable

11. The Act is amended by adding the following after section 18:

Proof of offence by a fishing vessel of a participating state

18.01 (1) In a prosecution of a fishing vessel of a participating state or a state that is party to a treaty or arrangement described in paragraph 6(f) for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by a person on board the vessel, whether or not the person is identified or has been prosecuted for the offence.

Appearance of vessel

(2) A fishing vessel on which a summons is served must appear by counsel or agent.

Trial if vessel does not appear

(3) If a fishing vessel does not appear, the court may, on proof of service of the summons, proceed with the trial in the absence of the vessel.

Proceedings on indictment

(4) For greater certainty, subsection (3) applies in respect of a trial on an indictment.

9. L'article 17 de la même loi devient le paragraphe 17(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Les termes « garde-pêche » et « bateau de l'État », au paragraphe (1), s'entendent également, lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions en application :

a) de l'accord, du garde-pêche relevant d'un État assujéti à l'accord et du bateau qui appartient à l'État ou qui est à son service;

b) d'un traité ou entente visés à l'alinéa 6f), du garde-pêche relevant d'un État qui y est assujéti et du bateau qui appartient à l'État ou qui est à son service.

Sens de « garde-pêche » et de « bateau de l'État »

10. Le passage du paragraphe 18(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 14, par. 6(2)

(2) Quiconque contrevient à l'un des alinéas 4(1)b) à e), aux articles 5, 5.3, 5.4 ou 5.520 ou aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Infraction et peine

11. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 18, de ce qui suit :

18.01 (1) La preuve qu'une infraction à la présente loi a été commise par une personne se trouvant à bord d'un bateau de pêche d'un État assujéti à l'accord ou à un traité ou entente visés à l'alinéa 6f) suffit pour établir la responsabilité de celui-ci, que cette personne soit ou non connue ou poursuivie.

Responsabilité du bateau de pêche d'un État assujéti à l'accord

(2) Le bateau de pêche cité comparaît par avocat ou représentant.

Comparution

(3) En cas de non-comparution du bateau de pêche, la juridiction saisie peut, sur preuve de la signification, procéder par défaut.

Défaut de comparaître

(4) Il est entendu que le paragraphe (3) s'applique aux procédures engagées par mise en accusation.

Procédure engagée par mise en accusation

Fines

18.02 The amount of the fine imposed on a fishing vessel of a participating state or a state that is party to a treaty or arrangement described in paragraph 6(f) that is convicted of an offence under this Act is a debt due to Her Majesty in right of Canada owed by the person who, at the time the offence was committed, was lawfully entitled to possession of the vessel, whether as owner or as charterer.

18.02 L'amende infligée à un bateau de pêche d'un État assujéti à l'accord ou à un traité ou entente visés à l'alinéa 6f) par suite de sa déclaration de culpabilité pour infraction à la présente loi constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada contre quiconque avait droit, au moment de la perpétration de l'infraction, à la possession légitime du bateau en tant que propriétaire ou affrèteur.

Amende

12. Section 18.1 of the Act is amended by 10 striking out the word "or" at the end of paragraph (a) and by adding the following after paragraph (a):

- (a.1) in an area of the sea designated under subparagraph 6(e)(ii) on board or by means 15 of a fishing vessel of a participating state;
- (a.2) in an area of the sea designated under subparagraph 6(f)(ii) on board or by means of a fishing vessel of a state that is party to a treaty or arrangement referred to in that 20 subparagraph; or

12. L'article 18.1 de la même loi est 10 modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

- a.1) soit dans un espace maritime délimité au titre du sous-alinéa 6e)(ii), à bord ou au moyen d'un bateau de pêche d'un État 15 assujéti à l'accord;
- a.2) soit dans un espace maritime délimité au titre du sous-alinéa 6f)(ii), à bord ou au moyen d'un bateau de pêche d'un État assujéti à un traité ou une entente visés à ce 20 sous-alinéa;

1994, c. 14, s. 7

13. Subsection 18.2(3) of the Act is replaced by the following:

(3) If an act or omission that is an offence by virtue only of paragraph 18.1(a) or (b) is 25 alleged to have been committed on board or by means of a vessel that is registered or licensed under the laws of a state other than Canada, the powers referred to in subsection (1) may not be exercised outside Canada with respect to that act or omission without the consent of the Attorney General of Canada.

13. Le paragraphe 18.2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Dans le cas où un fait qui ne constitue une infraction qu'aux termes des alinéas 25 18.1a) ou b) est présumé survenu à bord d'un bateau immatriculé ou titulaire d'un permis délivré sous le régime des lois d'un État autre que le Canada, les pouvoirs mentionnés au paragraphe (1) ne peuvent être exercés à 30 l'extérieur du Canada à l'égard de ce fait sans le consentement du procureur général du Canada.

1994, ch. 14, art. 7

Attorney General of Canada

Procureur général du Canada

1994, c. 14, s. 7

14. Section 18.4 of the Act is replaced by the following:

- 18.4** No proceeding in respect of 35
 - (a) an offence under this Act consisting of a contravention of any of sections 5.2 to 5.5,
 - (b) an offence referred to in section 18.1, or
 - (c) an offence under paragraph 17(1)(d) consisting of resistance to or obstruction of 40 a protection officer in the execution of the officer's duty in relation to any of sections 5.2 to 5.5

may be commenced without the personal consent in writing of the Attorney General of Can- 45

14. L'article 18.4 de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

18.4 La poursuite d'une infraction visée à la présente loi consistant dans la contravention d'un des articles 5.2 à 5.5, d'une infraction visée à l'article 18.1 ou d'une infraction visée à l'alinéa 17(1)d) pour avoir résisté à un 40 garde-pêche agissant dans l'exercice de ses fonctions ou entravé son action dans les circonstances prévues à l'un des articles 5.2 à 5.5 ne peut être engagée sans le consentement écrit du procureur général ou du sous-procu- 45 reur général du Canada et exercée que par le procureur général du Canada ou en son nom.

1994, ch. 14, art. 7

Attorney General of Canada

Procureur général du Canada

ada or the Deputy Attorney General, and such a proceeding may be conducted only by the Attorney General of Canada or counsel acting on his or her behalf.

R.S., c. S-9;
R.S., cc. 27,
31 (1st
Suppl.), cc. 1,
27 (2nd
Suppl.), c. 6
(3rd Suppl.), c.
40 (4th
Suppl.); 1989,
cc. 3, 17;
1990, cc. 16,
17, 44; 1991,
c. 24; 1992,
cc. 1, 27, 31,
51; 1993, c.
36; 1994, cc.
24, 41; 1995,
cc. 1, 5; 1996,
cc. 21, 31;
1997, c. 1

CANADA SHIPPING ACT

LOI SUR LA MARINE MARCHANDE DU CANADA

L.R., ch. S-9;
L.R., ch. 27,
31 (1^{er}
suppl.), ch. 1,
27 (2^e
suppl.), ch. 6
(3^e suppl.),
ch. 40 (4^e
suppl.); 1989,
ch. 3, 17;
1990, ch. 16,
17, 44; 1991,
ch. 24; 1992,
ch. 1, 27, 31,
51; 1993, ch.
36; 1994, ch.
24, 41; 1995,
ch. 1, 5;
1996, ch. 21,
31; 1997, ch.
1

15. Subsection 504(1) of the *Canada Shipping Act* is replaced by the following:

504. (1) The Minister may cause an inquiry to be held if the Minister believes on reasonable grounds that any master, mate or engineer

(a) is unfit to discharge their duties because of incompetency or misconduct;

(b) has failed to render any assistance or give any information that is required under sections 568 and 569; or

(c) while on board a vessel that has contravened any of sections 5.3 to 5.5 of the *Coastal Fisheries Protection Act*, had knowledge of the contravention at the time it occurred.

16. Section 505 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) that any master, mate or engineer on board a vessel that has contravened any of sections 5.3 to 5.5 of the *Coastal Fisheries Protection Act* knew, at the time that the contravention occurred, that the vessel was committing the contravention,

COMING INTO FORCE

17. This Act, or any provision of this Act, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Coming into
force

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

15. Le paragraphe 504(1) de la *Loi sur la marine marchande du Canada* est remplacé par ce qui suit :

504. (1) Le ministre peut faire tenir une enquête lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un capitaine, un lieutenant ou un mécanicien, selon le cas :

a) est, pour cause d'incapacité ou d'inconduite, inapte à exercer ses fonctions;

b) n'a pas prêté l'assistance ni donné les renseignements exigés aux articles 568 et 569;

c) se trouvant à bord d'un bateau déclaré coupable d'une infraction aux articles 5.3, 5.4 ou 5.5 de la *Loi sur la protection des pêches côtières* savait, au moment du fait reproché, que le bateau était en état d'infraction.

16. L'article 505 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) un capitaine, un lieutenant ou un mécanicien se trouvant à bord d'un bateau déclaré coupable d'une infraction aux articles 5.3, 5.4 ou 5.5 de la *Loi sur la protection des pêches côtières* savait, au moment du fait reproché, que le bateau était en état d'infraction;

ENTRÉE EN VIGUEUR

17. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Enquête sur
la conduite
d'un officier
breveté

Entrée en
vigueur

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes